

2 Septembre 2013

**La famine et la pauvreté en Indonésie :
Appel des organisations de la société civile pour la suspension du projet
MIFEE en Papouasie, en attente de réparation pour les collectivités locales.**



Déforestation en Papouasie occidentale (Photo Life Mosaic)

Le village de Zanegi à Merauke, de la province de Papouasie en Indonésie est dévasté et silencieux. Les bruits d'un bulldozer et d'une tronçonneuse au loin troublent ce silence. Au bout d'une rangée de vieilles maisons en bois, Yosefa, trente et un ans, une mère indigène Malind s'accroupit à côté de son foyer, elle ratisse les braises d'un feu à l'agonie, tout en berçant son enfant âgé de trois ans. L'enfant est rachitique et ses yeux sont creusés. En sévère malnutrition, Yosefa essuie les gouttes de sueur qui coulent de son front fiévreux, et raconte l'histoire d'un village mourant.

" Avant l'arrivée des Compagnies forestières, il y avait peu de maladies. Nous mangions du sagou et marchions dans la forêt toute la journée sans être fatigué. Maintenant, le sagou meurt et la terre est sèche. Les rivières sont sombres et huileuses, et la chair des poissons est polluée. Nos enfants meurent parce que notre mère patrie nous a été arrachée. Bientôt, la communauté Malind cessera d'exister. Quand la forêt disparaîtra, nous disparaîtrons. "

Le gouvernement indonésien a délivré un permis de plantation industrielle du bois sur les terres coutumières de la commune de Zanegi, à la compagnie forestière, PT Selaras Inti Semesta, une filiale du Groupe Medco , dont la concession s'étend sur 169 400 ha, et qui appartient à un méga-projet agro-alimentaire de plus de 80 sociétés opérant avec le gouvernement et parrainé par Merauke Integrated food and Estate énergie (MIFEE). Le projet MIFEE a été officiellement lancé en 2010 par le ministre de l'Agriculture Suswono et couvre aujourd'hui environ 2,5 millions d'hectares, soit plus de la moitié de la superficie de 4,5 millions d'hectares de

Merauke. Le développement social et l'aide économique qui avaient été promis aux habitants de Zanegi sont invisibles. Aujourd'hui tout le monde vit dans une pauvreté sans précédent, avec à peine suffisamment de terres pour chasser et recueillir les denrées nécessaires à leurs besoins quotidiens.

Sophie Chao, chef de projet pour l'Organisation des Droits de l'Homme au Royaume-Uni et chargée de mission pour la sauvegarde des peuples des Forêts a visité Zanegi en mai 2013 et rapporte ceci :

"La maladie et la malnutrition sont endémiques, en 2013, cinq enfants sont morts de malnutrition, généré par des infections cutanées liées à l'eau polluée. L'estomac gonflés des enfants sont la preuve flagrante de la grave insécurité alimentaire auxquels fait face cette communauté et qui est dû à la perte de leurs terres et de leurs moyens de subsistance traditionnels par les entrepreneurs de ce projet industriel".

Le 25 Juillet 2013, en prévision de la 83e session du Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination raciale (qui s'est déroulé du 12 au 30 Août 2013), 26 organisations indonésiennes et internationales du programme de développement forestière, ont présenté un rapport au Comité, en demandant un examen sur la situation des peuples autochtones Malind de Merauke (procédures EW / UA) . [1] Une première communication, il ya deux ans (31 Juillet 2011) [2] avait conduit le Comité à lancer une alerte [3] en vertu des procédures de GE / d' UC avec le gouvernement de l'Indonésie, le 2 Septembre 2011.

Mais malgré les préoccupations et les recommandations du Comité et une deuxième alerte [4] sur la situation des peuples autochtones Malind rendues le 6 Février 2012, l'Indonésie a omis de prendre des mesures concrète, si bien que la situation continue de se détériorer. Il n'y a eu aucun changement perceptible concernant la politique du projet MIFEE qui se poursuit aux mépris des droits international qui garantissent le respect du peuple Malind, comme le mentionne la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

La loi sur l'autonomie spéciale en Papouasie, destiné à corriger de graves inégalités, ainsi qu'aux violations des droits de l'homme et qui est censé représenter les aspirations à l'autodétermination exprimées par la majorité des Papous, demeure largement inefficace, principalement en raison de la non application de cette lois.

Les signataires de la loi de Juillet 2013 soumis au Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, appel la Commission à pousser l'Indonésie à suspendre immédiatement le projet MIFEE qui menace la survie culturelle des peuples concernés et lui demande de fournir un soutien immédiat aux communautés autochtones qui sont privés de leurs moyens de subsistance et demande aussi qu'ils participent aux négociations.

La commission prie aussi l'Indonésie d'adopter le plus vite possible cette loi sur la reconnaissance et la protection des droits des peuples autochtones, adoptée par le Parlement national indonésien le 16 Décembre 2011. Elle demande aussi de la mettre en œuvre pour les peuples autochtones. Elle recommande en outre que

l'Indonésie accepte les demandes de visites sur place des rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le droit à l'alimentation, et sur les formes contemporaines d'esclavage, afin d'aider à se conformer avec ses obligations internationales, y compris en ce qui concerne les droits des peuples autochtones en Papouasie.

Les terres, proche de Merauke, des communautés indigènes Malind comme celle de Zanegi sont destinées à la culture de l'huile de palme, de la canne à sucre, du bois et à d'autres entreprises pour développer des plantations à grande échelle.

Ces terres sont obtenues par la contrainte, la tromperie, la désinformation et la manipulation intentionnelle des processus collectifs de décision de la communauté coutumière du Malind et de ses institutions représentatives. Agustinus Karlo Lumban Raja, responsable de l'ONG indonésienne Sawit Watch, déclare :

«La prolifération et l'intensification des conflits sociaux se limitent sur des terres coutumières et témoignent de la vulnérabilité des autochtones Malind dont les terres coutumières sont ciblés par le secteur privé sans consulter les différents clans et tribus. »

Des Conditions d'indemnisation sont imposées unilatéralement plutôt que de négocier à des taux inférieurs à 0,86 USD par hectare et par an et par clan. Sans exception, les négociations entre la compagnie et les communautés se déroulent en présence des forces militaires armés, si bien que la liberté d'expression est restreinte et les objections aux développements sont étouffées. Même l'église n'a pas été épargnée dans ce frénétique accaparement des terres. Des représentants de la Société se faisant passer pour des prêtres ont encouragé les membres de la communauté à coopérer et à abandonner leurs terres.

Mais le développement fait également cruellement défaut dans les villages de Merauke, comme l'explique Yosefa:

"Ce n'est pas que nous rejetons le développement. Mais nous ne voulons pas être des observateurs de notre propre développement. D'une certaine façon, les entreprises peuvent nous aider. Dans la pratique, cependant, ils piétinent nos droits fondamentaux."

Franky YL Samperante , directeur exécutif de l'ONG indonésienne Pusaka , note :

" l'aménagement du territoire basé sur la conversion des forêts à grande échelle et l'importation de main-d'œuvre qualifiée ne bénéficiera pas au peuple Malind. Ils ne profiteront plus de leurs terres, de leurs ressources, de leurs moyens de subsistance coutumiers et ils deviendront des ouvriers agricoles pauvres. L'existence même de ce peuple est en danger. Il est impératif que le gouvernement suspende la poursuite du développement du projet MIFEE et donne la reconnaissance et le respect au pouvoir coutumier, aux valeurs et aux droits des personnes Malind. "

La tragédie de Zanegi s'est propagée de bouche à oreille dans les villages voisins. Ils sont également sollicités par les entreprises qui cherchent à accaparer leurs terres coutumières. Après une chasse collective dans la forêt, quand les anciens se rassemblent pour discuter de l'avenir de leur communauté, ils racontent l'histoire du village mourant, comme un rappel vivant et inquiétant sur les conséquences de céder des terres.

A Baad, un village de canne à sucre où la société PT Anugrah Rejeki Nusantara, une filiale du groupe singapourien Wilmar multi-conglomérat, cherche à développer une plantation. Le chef du clan du village, Kasimirus Kaize , nous met en garde :

«Nous voulions accepter l'offre de l'entreprise, mais ensuite nous avons vu l'expérience des autres villages, comme à Zanegi, qui ont cédé leurs terres aux entreprises et sont devenus encore plus pauvres que jamais. Donc nous sommes prudents maintenant. Bien sûr, nous nous sentons désolés pour Zanegi, mais à certains égards, nous lui sommes reconnaissants car à partir de son expérience, nous avons beaucoup appris .Il nous a fait réfléchir attentivement sur nos propres décisions. Nos ancêtres ne nous ont pas donné notre terre pour la vendre à des sociétés. Pour nous : Vendre, veut dire : Tuer. Si nous commençons à vendre notre terre, nous pourrions tout aussi bien ne pas avoir d'enfants ou de petits-enfants, car ils n'auraient nulle part où vivre. »

Avec les premiers signes des élections présidentielles en 2014, il est à espérer que l'élan politique se mette à pivoter vers une justice tant attendue et donne réparation aux peuples autochtones et aux communautés locales de Merauke. D'autre part, cette dynamique pourrait redynamiser un gouvernement qui ne répond plus. Dans ce contexte volatile, la soumission des organisations de la société civile du Comité CERD cherche à faire entendre les voix des milliers de Malind dont la subsistance et l'existence sont menacées par le projet MIFEE. Mais pour beaucoup de mères comme Yosefa, il est déjà trop tard. L'enfant qu'elle a mise au monde est mort paisiblement dans ses bras, et les Malind ont perdu une vie avant que l'aube ne se lève.

* Notes aux rédacteurs: *

* Personnes à contacter pour des entrevues: *

Sophie Chao, agent de projet, Forest Peoples Programme, Tel: +62 81295 165111, E-Mail: sophie@forestpeoples.org

Franky YL Samperante, directeur exécutif, Pusaka, Tel: +62 81317 286019, E-Mail: angkytm@gmail.com

Agustinus Karlo Lumban Raja, responsable de l'Environnement et de la politique Département Initiative, Sawit Watch, Tel: +62 81385 991983, E-Mail: carlo@sawitwatch.or.id

Adriana Sri Adhiati, Down to Earth, Tel: +49 7642 6809995, adhiek@gn.apc.org

* Sources citées: *

[1] 25 Juillet 2013: appel pour un nouvel examen de la situation des peuples autochtones de Merauke, province de Papouasie, en Indonésie, en vertu de l'action urgente de l'ONU CERD et des procédures d'alerte. disponible à l'adresse

[2] 31 Juillet 2011: Demande d'examen de la situation des peuples autochtones à Merauke, province de Papouasie, en Indonésie, dans le cadre du Comité des Nations Unies sur l'élimination urgente de la discrimination raciale et des procédures

d'alerte précoce. disponible à l'adresse

[3] 2 Septembre 2011: CERD communication officielle à la Mission permanente de l'Indonésie concernant les allégations de préjudice irréparable menaçant et imminent pour les peuples autochtones à Merauke District liés au projet MIFEE. disponible à l'adresse

[4] 6 Février 2012: Requête pour un nouvel examen de la situation des peuples autochtones de Merauke, province de Papouasie, en Indonésie, et des peuples autochtones en Indonésie en général, sous l'action d'urgence de l'ONU CERD et procédures d'alerte précoce. disponible à l'adresse

Source : Forest peoples program

Traduction par Damien Faure
membre du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique